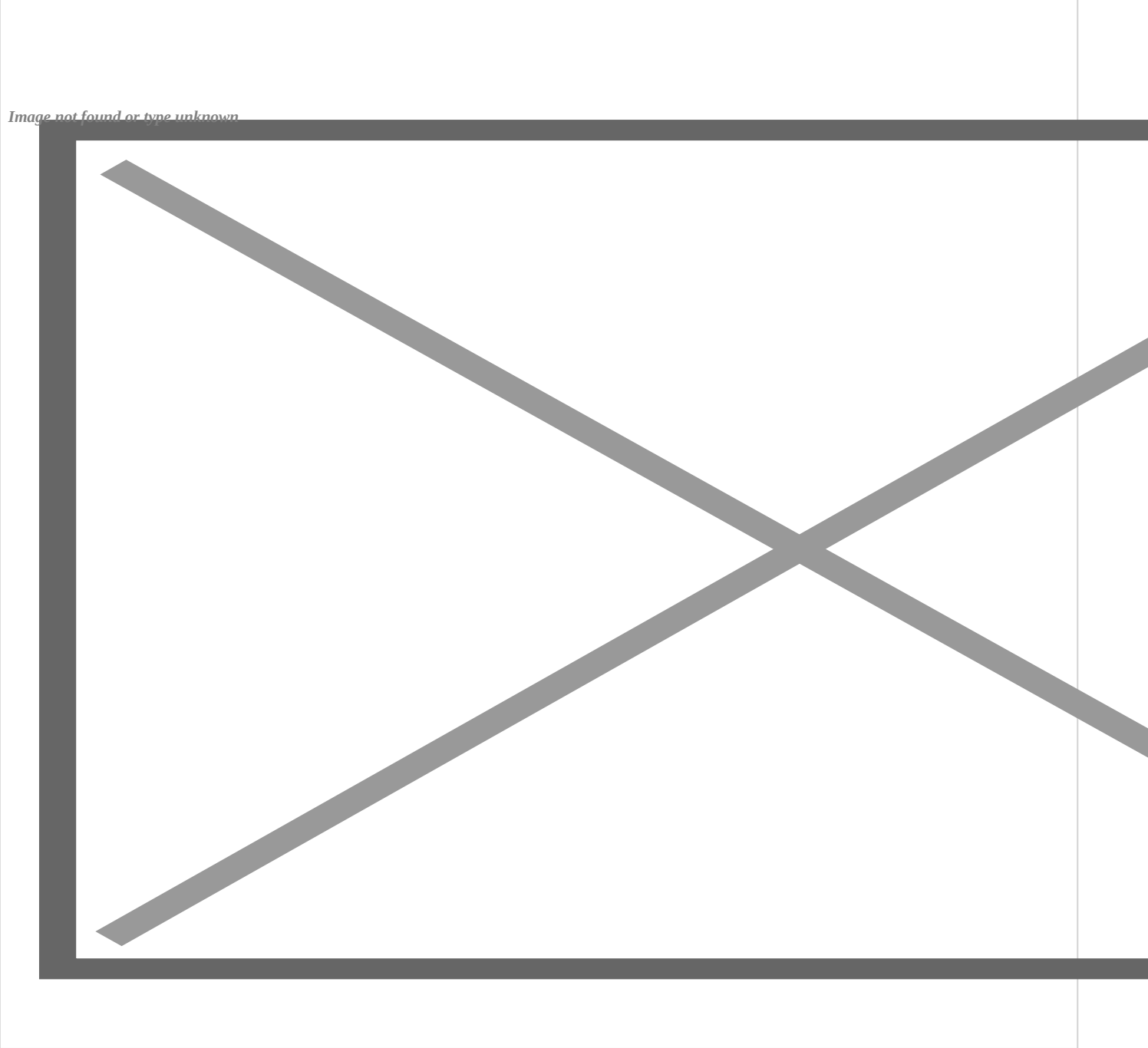
Le Sénat brésilien mènera un procès pour corruption contre le ministère d’éducation



Brasilia, 4 juillet (RHC) Le président du Sénat brésilien, Rodrigo Pacheco, déterminera cette semaine s'il convient d'ouvrir la Commission d'enquête parlementaire (CPI de par son sigle en portuguai) sur la corruption au sein du ministère de l'éducation, un problème qui discrédit actuellement l'image du président Jair Bolsonaro.

En raison de ce scandale, Pacheco doit rencontrer les chefs des partis pour discuter de l'installation du CPI, réclamée par l'opposition politique.

Au cours des discussions, le sénateur a admis, qu’après la demande de commission, il évaluera avec l'expert toutes les demandes en suspens.

L'objectif initial du groupe législatif sera d'enquêter sur les allégations de détournement de fonds publics dans l'association entre l'ancien ministre de l'éducation Milton Ribeiro et les pasteurs Gilmar Santos et Arilton Moura, envoyés à l'ancien fonctionnaire à la demande de Bolsonaro.

Étant donné que le règlement fixe une limite de cinq CPI en exécution simultanée, la stratégie du gouvernement est d'en créer d'autres, plus anciennes, pour empêcher celle de l'Éducation.

Selon les médias, jusqu'à la semaine dernière, le chef du Sénat a résisté à la création de la commission, mais il a été convaincu par les opposants du fait que le maintien de la CPI serait un point négatif pour sa campagne de réélection.

M. Pacheco est sous la pression des alliés du gouvernement qui craignent une détérioration de la situation de Bolsonaro en vue des élections d'octobre et ils allèguent que la CPI pourrait être utilisée comme levier par les opposants.

Les opposants affirment que ce comité est nécessaire pour empêcher l'ingérence du pouvoir exécutif dans les enquêtes de la police fédérale (PF) contre Ribeiro.

D'autres partisans de l'ancien chef militaire, motivés par une nouvelle stratégie, tentent de convaincre Pacheco de reporter l'ouverture de la commission après les élections.

Cependant, l'argument en faveur d'une CPI a pris de l'ampleur après les soupçons d'obstruction de l'ancien capitaine de l'armée dans les enquêtes contre Ribeiro.

Récemment, dans un appel téléphonique intercepté par la Police fédérale, l'ancien ministre a dit à sa fille que Bolsonaro l'a alerté d'une éventuelle opération de perquisition et de saisie dans ses adresses.

"Il n'y a aucun doute qu'un gang s'est installé au ministère (de l'éducation). Les indices sont forts et les plans de ce gang atteignent le Palais du Planalto (siège du pouvoir exécutif)", a dénoncé le sénateur Randolfe Rodrigues après avoir déposé la plainte de la CPI.

Il a estimé que Bolsonaro a peur des déclarations de Ribeiro et des religieux, qui "montrent sans aucun doute qu'il y a des indices que les tentacules de ce système de corruption s’étendent au Palais du Planalto"

Le 21 mars, le journal Folha de Sao Paulo a publié un audio dans lequel Ribeiro déclarait être favorable à une demande du chef de l'État et des conseils municipaux des municipalités liées à des clercs amis avec le gouvernement.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/292561-le-senat-bresilien-menera-un-proces-pour-corruption-contre-le-ministere-deducation

Radio Habana Cuba